

Mobilisez-vous !

L'avenir de la planète se construit aujourd'hui

Le changement climatique est en marche et ne s'arrêtera pas à nos frontières. Même si c'est au Sud que ses conséquences sont et seront plus dramatiques, riches ou pauvres, nous sommes tous concernés. À chacun d'entre nous de prendre ses responsabilités, d'adopter un mode de vie plus écologiquement responsable en fonction de nos possibilités, de changer nos habitudes mais surtout d'appeler les décideurs politiques à se montrer à la hauteur des enjeux à venir. Faisons-leur entendre que nous refusons de courir à notre propre perte. Soyons solidaires des populations les plus pauvres qui n'ont pas à payer, une fois de plus, pour nos modèles de consommation et de production. Il est encore temps pour les États de prendre des mesures justes et adaptées aux défis climatiques, sans laisser personne au bord de la route.

Nos demandes

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, et les députés doivent s'engager dans ce combat afin que la France contribue pleinement au financement de l'adaptation et de la réduction des GES dans les pays en développement, en s'assurant que des fonds, additionnels et distincts de l'aide publique au développement, seront débloqués pour que ces pays s'adaptent aux effets néfastes du changement climatique. Le Président et le gouvernement français doivent tout mettre en œuvre pour obtenir, en décembre à Copenhague, un accord qui engage les pays riches à réduire les émissions de GES d'au moins 40% d'ici à 2020, par rapport au niveau de 1990, et à fournir 110 milliards d'euros par an aux pays en développement pour réduire leurs propres émissions et s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique.

Le résultat de la conférence de Copenhague dessinera l'avenir climatique de l'humanité. L'enjeu est donc crucial, et notre mobilisation plus que jamais nécessaire.

MODE D'EMPLOI

1. signez et faites signer les cartes postales

ci-jointes à destination de Nicolas Sarkozy, de Jean-Louis Borloo et du (de la) député(e) de votre choix* et envoyez-les **avant le 7 décembre 2009**.

2. retournez le bulletin de participation

à Oxfam France - Agir ici afin de nous permettre de comptabiliser votre participation et de vous tenir informé(e).

3. connectez-vous

sur notre site Internet et nos pages Facebook et Twitter pour suivre l'actualité de la campagne au jour le jour !

* Nom et adresse disponibles sur www.assemblee-nationale.fr ou au 01 40 63 60 00 (standard de l'Assemblée nationale)

© Caroline Gluck / Oxfam, novembre 2008
Rassemblement à Dhaka, Bangladesh, en novembre 2008 pour interpeller les pays riches sur les mesures à prendre pour enrayer le changement climatique.

Qui sommes-nous ?



WWW.COPENHAGUE-2009.COM

L'ULTIMATUM CLIMATIQUE
www.copenhague-2009.com

Avec le soutien de la coalition française L'Ultimatum climatique.

Aux côtés de 10 organisations françaises écologistes, humanitaires, de solidarité internationale ou de défense des droits de l'homme, Oxfam France - Agir ici est signataire de l'appel « L'Ultimatum climatique » qui demande à Nicolas Sarkozy de s'engager en faveur d'un accord historique à Copenhague. Notre campagne s'inscrit donc naturellement dans le cadre de cet appel et vos signatures viendront ainsi s'ajouter à celles de L'Ultimatum climatique. Objectif : recueillir 1 million de signatures avant le 7 décembre ! Les ONG partenaires de l'appel : Greenpeace, WWF, Les Amis de la Terre, Réseau Action Climat, CARE, Fondation Nicolas Hulot, Secours catholique, FIDH, Action contre la faim, Médecins du Monde.

Supplément à Info/Actions n° 102 - Prix : 1 €

Rédactrice : Isabelle Tallec / Visuel de couverture :

Agence Hareng Rouge ><(((o> 06 82 83 26 29

Conception et maquette : Maya Lambert 06 61 56 41 95

Collectif papierKRAFT www.papierkraft.com / Impression :

Chiffleau / Commission paritaire n° 0412685825

ISSN : 1155-200 X / Dépôt légal : septembre 2009

Oxfam France - Agir ici : 104, rue Oberkampf, 75011 Paris

Tél. 01 56 98 24 40 / info@oxfamfrance.org

Oxfam France - Agir ici est une association de solidarité internationale qui a pour objectif de construire avec chaque citoyen un monde plus juste, où les droits humains fondamentaux sont respectés. Elle est le membre français d'Oxfam International, une confédération composée de 13 organisations indépendantes, qui luttent, avec plus de 3 000 partenaires répartis dans 120 pays, contre les injustices et la pauvreté.

www.oxfamfrance.org

WWW.TCKTCKTCK.ORG

tck tck tck
Tous les copains

Dans le cadre de la campagne internationale TckTckTck

TckTckTck, comme le bruit des aiguilles d'une montre qui marque le temps avant le sommet de Copenhague. C'est le symbole choisi par un mouvement mondial, la Campagne mondiale d'action pour le climat, qui regroupe des dizaines d'ONG et associations pour exiger un accord sur le climat à Copenhague qui soit efficace, juste et fondé sur le consensus scientifique.

EN SAVOIR PLUS

- Le dossier complémentaire de la campagne
- Le Coût humain du changement climatique, rapport Oxfam International, juillet 2009

Et de nombreux autres rapports du réseau Oxfam proposant des solutions pour financer l'adaptation au changement climatique, à télécharger sur www.oxfamfrance.org/changementclimatique



CHANGEMENT CLIMATIQUE
CA CHAUFFE POUR LES PAYS DU SUD !

Campagne N°86 - Septembre/décembre 2009



Pourquoi cette campagne ?

Oxfam France - Agir ici lance pour la première fois une campagne sur le changement climatique. Pourquoi ? Parce que ses enjeux et ses conséquences sont cruciaux pour les pays du Sud et affectent directement le travail mené dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la prévention des conflits.

Sans action forte et rapide de la communauté internationale, et en particulier de la France, lors de la conférence de l'ONU sur le climat en décembre prochain, les progrès (déjà insuffisants) accomplis depuis cinquante ans en faveur du développement, seront menacés.

2100. Les conséquences sociales et écologiques seront irréversibles.

La conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre prochain réunira les chefs d'État et de gouvernement de 192 pays pour une occasion historique de changer la donne. Ils devront répondre à l'urgence de la situation et aux nouvelles données scientifiques, avec comme ultime priorité de maintenir l'augmentation de la température mondiale sous la barre des 2 °C par rapport à 1850, en s'accordant sur des objectifs de réduction des émissions de

Catastrophes naturelles, pénuries d'eau, sécheresses, maladies... le changement climatique est une réalité dont les effets sont déjà visibles et affectent des millions de personnes à travers le monde, essentiellement dans les pays pauvres.

Malgré la signature de traités internationaux tels que le protocole de Kyoto, la planète se réchauffe au-delà du seuil de variabilité naturelle du climat. Si nous ne faisons rien, ce réchauffement pourrait atteindre 4 °C d'ici à

gaz à effet de serre (GES) résultant de l'activité humaine.

Les pays riches, pollueurs historiques et principaux émetteurs de GES, portent une double responsabilité : celle de cesser de nuire, en réduisant dès maintenant et drastiquement leurs émissions ; celle d'aider les pays pauvres, en finançant les coûts auxquels ceux-ci doivent déjà faire face pour s'adapter aux conséquences du changement climatique et limiter leurs propres émissions.

Les pays industrialisés doivent admettre la profonde injustice au cœur du changement climatique : les populations les plus vulnérables du monde sont les principales victimes du réchauffement de la planète, alors qu'elles en sont les moins responsables et ne disposent pas des moyens techniques, humains et financiers pour s'y adapter. Ils doivent reconnaître et prendre leurs responsabilités à l'égard de ces pays pour lesquels le changement climatique est un fardeau supplémentaire dans la lutte contre la pauvreté.

La France doit prendre la tête de ce combat, au niveau mondial, européen et national. C'est pourquoi, à travers cette campagne, nous interpellons le président de la République, Nicolas Sarkozy, le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, ainsi que les députés français afin qu'ils se saisissent de l'urgence de la situation et mettent tout en œuvre pour honorer notre « dette écologique » envers les pays pauvres.

Le véritable coût du changement climatique ne se mesurera pas en euros, mais en vies humaines. Le compte à rebours a commencé.



© Abbie Trayler-Smith / Oxfam, mai 2007
« Le climat n'est plus le même. Les pluies n'arrivent plus au bon moment pour les cultures. » Estella Njolo, agricultrice, Malawi.

1 Le réchauffement de la planète

La communauté scientifique s'alarme de l'augmentation continue de la concentration de gaz à effet de serre (GES) qui, en retenant la chaleur, provoque un réchauffement de l'atmosphère et dérègle le climat. Les conséquences sont d'ores et déjà observables : fonte généralisée des glaciers, élévation du niveau des océans, augmentation du nombre de catastrophes météorologiques extrêmes (canicules, inondations, cyclones...), bouleversement des écosystèmes.

Si nous n'agissons pas immédiatement, l'augmentation globale des températures moyennes pourrait atteindre **4 °C d'ici à 2100**, voire plus, avec des conséquences irréversibles. L'objectif actuel, et jugé « économiquement

2 Pauvreté et inégalités : le coût humain du changement climatique

L'expérience du réseau Oxfam dans près de 100 pays permet de dresser un constat sans appel : des centaines de millions de personnes parmi les plus vulnérables au monde souffrent déjà des conséquences du changement climatique. Si rien n'est fait pour l'enrayer, ce sont cinquante ans d'efforts en matière de développement et de lutte contre la pauvreté qui partiront en fumée.

Chaque année, 250 millions de personnes en moyenne sont touchées par les catastrophes naturelles. D'ici à 2015, ce nombre pourrait augmenter de plus de 50 % pour atteindre plus de 375 millions de personnes, tandis que d'ici à 2050, plus de 200 millions de personnes pourraient être contraintes à l'exil, poussées par la faim, la dégradation de l'environnement et la perte des terres cultivables.



© Abbie Traylor-Smith / Oxfam, octobre 2007

Mes champs ont été détruits. Ils étaient mon seul moyen de subsistance et mon gagne-pain. Je ne vois pas comment m'en sortir. J'ai besoin d'aide. Mes enfants ne peuvent plus aller à l'école. J'ai perdu mes récoltes, mes cochons et mes chèvres.

Rostan Eli, 50 ans, après le passage de l'ouragan Dean à Haïti, octobre 2007.

Famines, catastrophes naturelles, maladies : les nouvelles menaces

• **Augmentation de la faim** : dégradation des terres, multiplication des récoltes déficitaires, diminution des ressources agricoles... L'agriculture est le secteur économique le plus vulnérable aux effets du changement climatique et celui dont les bouleversements affecteront le plus grand nombre de personnes.

Dans les pays en développement, plus de 70 % des personnes dépendent de l'agriculture pour vivre. **Avec le dérèglement des saisons, des millions de personnes vivant dans des pays déjà confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire devront abandonner les cultures et les méthodes agricoles traditionnelles.**



Pénurie d'eau

À Kotido, dans le nord de l'Ouganda, la pénurie d'eau est un problème permanent. Les gardiens de troupeaux doivent aller de plus en plus loin pour chercher de l'eau et faire paître leurs bêtes. Mais cela n'est pas sans risque à cause du banditisme, monnaie courante dans la région. Les voleurs attaquent les troupeaux de nuit et tuent parfois leurs gardiens. Le gouvernement a envoyé un détachement de l'armée, mais Lomaada Nakorilung, 40 ans, propriétaire d'un troupeau, rapporte que parfois, les voleurs sont plus forts que l'armée et parviennent à voler leur bétail...



© James Akana / Oxfam, avril 2009

Selon les prévisions les plus optimistes, entre 740 millions et 1,3 milliard de personnes seront victimes de famine chronique d'ici 2080, tandis que 3,2 milliards, soit un tiers de la population mondiale, manqueront d'eau.

• **Menace sur la santé** : le changement climatique, qui s'accompagne de la diffusion de maladies tropicales transmises par l'eau et les insectes et de risques sanitaires entraînés par les catastrophes naturelles, pourrait représenter la plus grande menace du siècle pour la santé dans le monde.

Tandis que le climat altère déjà des formes de maladies ou de pathologies à l'échelle de la planète, **des maladies qui sont longtemps restées confinées dans certaines zones géographiques commencent à migrer et entrent en contact avec de nouvelles populations non immunisées contre elles.** Selon les conclusions de l'OMS, la santé de 235 millions de personnes est déjà affectée chaque année par le changement climatique.

Les estimations concernant le nombre de décès annuel est estimé à 150 000, dont 85 % d'enfants. Les pathologies les



© Tang Kong-fai / Oxfam Hong Kong, août 2008

Li Zhuang est agriculteur. Il vit à Jingyuan, dans le centre de la province du Gansu, au nord-ouest de la Chine. Violentes et imprévisibles, les tempêtes de sable y sont devenues de plus en plus fréquentes, tandis que ces trente dernières années, les ruisseaux se sont asséchés. Li a perdu un tiers de ses récoltes de blé cette année à cause des intempéries, l'obligeant à travailler dans une mine de charbon pendant un mois pour subvenir aux besoins de sa famille. Certains scientifiques du gouvernement chinois considèrent que les hautes terres du pays connaissent déjà une augmentation moyenne de la température de 1,5 °C et pensent que la désertification qui en résulte contribue à la multiplication des tempêtes de sable.

plus fréquentes sont le paludisme, les maladies diarrhéiques et la malnutrition.

• **Catastrophes naturelles** : tempêtes, inondations, sécheresses... ont augmenté de manière spectaculaire. D'ici à 2015, le nombre moyen de personnes touchées chaque année par ces événements pourrait augmenter de plus de 50 % pour atteindre 375 millions, tandis qu'en 2030 nous connaîtrons au moins trois fois plus de catastrophes climatiques qu'aujourd'hui.

Les populations vulnérables sont les plus touchées. **Dans les pays riches, on dénombre en moyenne 23 décès chaque fois qu'une catastrophe naturelle survient, contre 1 052 décès dans les pays les plus pauvres.**

L'érosion côtière va rapidement s'intensifier et s'accompagner d'une hausse du niveau de la mer, d'environ 1 mètre au cours de ce siècle. Depuis mars 2009, les scientifiques sont unanimes quant au fait que cette hausse se poursuivra, quelle que soit la réduction des émissions de GES. Le nombre d'habitants côtiers actuellement menacés par



L'adaptation des pratiques agricoles

Les agricultures locales des pays du Sud souffrent depuis des décennies d'un manque d'investissement chronique qui les prive de l'accès aux techniques adéquates de micro-irrigation et d'irrigation en eaux pluviales. Ces techniques permettraient pourtant d'augmenter fortement leur productivité, tout en faisant face aux défis de la gestion de l'eau. Un investissement accru dans les modèles agricoles familiaux favoriserait la préservation des ressources naturelles et le développement de réponses spécifiques et durables aux défis du changement climatique, tout en améliorant la sécurité alimentaire des populations.

les inondations est passé de 13 à 94 millions. Une montée des eaux de un mètre affecterait 17 % des terres du Bangladesh, détruisant l'habitat et les moyens de subsistance de 25 millions de personnes. Certains pays sont voués à perdre tout ou une grande partie de leur territoire insulaire.

• **Pénuries d'eau** : le rythme effréné de la fonte des glaciers perturbe l'approvisionnement en eau douce et provoque des inondations. Les réserves sont tellement menacées que des centaines de villes dépendant des glaciers de l'Himalaya et des Andes seront confrontées à de graves pénuries d'ici à quelques dizaines d'années. On prévoit une augmentation de 10 à 40 % des risques d'inondation dans les régions humides, et une diminution de 10 à 30 % de la disponibilité en eau dans les régions sèches.

Le manque d'eau menace la santé et compromet, en détruisant les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire. Il pousse les populations affectées à la migration et à l'exode vers les villes, et détruit les structures sociales. Il peut enfin devenir une cause perpétuelle de conflit, tant local qu'international.

• **Migrations et conflits** : on estime que le changement climatique est directement à l'origine du déplacement temporaire ou à long terme de 26 millions de personnes dans le monde, et qu'un million de personnes supplémentaire sont déplacées à cause d'événements climatiques chaque année. La prévision la plus largement acceptée concernant le nombre de « réfugiés climatiques » d'ici à 2050 est de 200 millions.

Les migrations climatiques détruisent les moyens de subsistance, les communautés et les cultures en laissant les femmes livrées à elles-mêmes pour assurer les travaux agricoles et l'éducation des enfants.

Les gouvernements s'inquiètent également de l'éclatement possible de nouveaux conflits liés à la raréfaction des ressources naturelles due au changement climatique. 46 pays, représentant une population totale de 2,7 milliards de personnes, font désormais face à la menace de la violence à cause du changement climatique. **Aujourd'hui déjà, 40 % de tous les conflits intranationaux sont liés à des litiges concernant les ressources naturelles.**



Dans le district côtier de Satkhira, au Bangladesh, l'eau de mer en crue a salinisé les rizières. De nombreuses familles ont perdu leurs terres et ont dû migrer vers les villes.

J'éprouve les pires difficultés à envoyer mes enfants à l'école. Il n'y a pas de poisson dans la rivière, pas de travail au village. Nous souffrons beaucoup, surtout du manque d'eau potable. Lorsque la digue a lâché, l'eau de mer s'est mélangée à l'eau douce. Nous devons aller chercher l'eau à plus d'un kilomètre, près de l'école primaire. Ma fille va chercher de l'eau dans la mare. Mes enfants souffrent de diarrhées. Ils ont faim et l'eau aggrave la situation.

Fahima Begum, 28 ans et mère de deux enfants de huit et cinq ans.



© Shehab Uddin / DRIK / Oxfam Grande-Bretagne, novembre 2008

3 Exiger un pacte équitable et ambitieux à Copenhague

Les prévisions les plus pessimistes concernant les impacts du réchauffement planétaire sont en train de se réaliser et la tendance doit être inversée dès maintenant.

Du 7 au 18 décembre 2009 se tiendra à Copenhague, au Danemark, la prochaine conférence des Nations unies sur les changements climatiques. La première période d'application du protocole de Kyoto arrivant à échéance en 2012, cette conférence capitale a pour objectif d'arrêter de nouveaux engagements en matière de lutte contre les dérèglements du climat.

Confrontés à ce péril collectif, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts et s'accorder sur un nouveau régime multilatéral de lutte contre le réchauffement, intégrant les États signataires du protocole de Kyoto mais aussi les États-Unis.

L'accord devra en outre conférer de nouvelles obligations aux grandes économies émergentes, jusqu'ici dispensées de contraintes.

Si la lutte contre les changements climatiques requiert la participation de tous les pays, les pays industrialisés doivent être les premiers à agir. Responsables des émissions passées de GES, ils restent aujourd'hui de grands pollueurs, avec, pour 25 % de la population mondiale, 50 % des émissions.

Pour maintenir la hausse de la température moyenne globale en dessous des 2 °C par rapport à 1850, ils doivent donc s'engager à **réduire d'ici à 2020 leurs émissions de GES d'au moins 40 %** par rapport à 1990.

Ils doivent également aider les pays en développement à réduire les leurs par des financements et des transferts de technologies appropriés. Un euro dépensé aujourd'hui pour l'atténuation des risques permet d'économiser environ 4 euros à l'avenir selon les experts.



Où trouver l'argent ?

Afin de financer la réduction des GES dans les pays du Sud et les coûts d'adaptation, l'argent public ne suffira pas. La majorité des 110 milliards d'euros annuels demandés par Oxfam International devra venir des marchés carbone existants au niveau mondial et de leur extension à d'autres secteurs comme l'aviation ou le transport maritime. Oxfam International soutient pour cela la création d'un « Mécanisme global d'atténuation et de financement des émissions », qui serait alimenté par la vente des permis d'émission de carbone. Les montants ainsi dégagés permettraient de financer la transition vers des modes de développement moins pollués pour les pays les plus pauvres. Les pays dont l'économie est plus développée comme le Brésil ou la Chine devraient en revanche financer une partie de ces coûts, en fonction de leur capacité économique et de leur responsabilité dans les émissions actuelles.

La grande question est : qui va payer ? Car nous ne sommes pas responsables du changement climatique. Il n'est pas juste qu'un pays comme la Bolivie, qui génère 0,02 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subisse déjà des pertes économiques annuelles équivalentes à 4 % de son PIB à cause des conséquences du changement climatique.
Oscar Paz, directeur du Programme national bolivien sur le changement climatique, mai 2009.

Mais cela n'est pas suffisant. Les pays en développement restent plus vulnérables aux impacts des changements climatiques que les pays industrialisés car ils ne possèdent pas les moyens techniques, humains et financiers pour y faire face. Une situation d'« injustice climatique », où les populations les moins responsables du réchauffement de la planète en sont les principales victimes.

Pour soutenir les efforts de réduction des émissions de GES et l'adaptation des pays du Sud aux conséquences actuelles et futures du dérèglement climatique et pour s'acquitter de leur « dette écologique » envers ces pays, les pays industrialisés doivent leur octroyer 110 milliards d'euros par an au minimum, dont **40 milliards pour l'adaptation** entre 2013 et 2020, indépendamment des engagements déjà pris en matière d'aide publique au développement.

L'action politique n'est pas négociable.

Il est inacceptable que des centaines de milliards soient mis si facilement sur la table pour renflouer banques, assureurs ou constructeurs automobiles et que parallèlement des centaines de millions de vies soient mises en péril, faute d'action adaptée.